

« Cross-Strait Relations: Variables and Prospects » Compte-rendu du Débat Asie du 16 octobre 2007

Avec Chang King-yu, chairman of the Foundation on International and Cross-Strait Studies (FICS)

A la tribune, M. Mathieu Duchâtel, chercheur Asia Centre
Me Agnès Gaudu, journaliste Courrier International

L'enjeu de ce débat était de faire le point sur les tensions qui structurent les relations Chine-Taiwan et de réfléchir aux perspectives d'évolution du statu quo pour 2008.

Depuis la partition chinoise en 1949, le continent chinois et Taiwan ont connu des trajectoires politiques très différentes, et avec la démocratisation sur l'île et la montée en puissance de la Chine, leurs relations se sont complexifiées. A l'occasion du référendum sur l'ONU et des élections présidentielles prévues à Taiwan en mars 2008, la question des relations avec la Chine continentale est plus que jamais au cœur du débat politique. Un tour d'horizon de la situation actuelle permet de dégager quatre facteurs principaux de tension de part et d'autre du détroit.

L'intégration économique ne se traduit pas par un rapprochement politique :

Depuis les années 1980, les liens économiques entre les deux rives sont devenus tels qu'on peut parler désormais d'interdépendance. La RPC représente 25% des exportations taiwanaises, 100 milliards US\$ d'investissement direct pour des millions d'emplois créés. Néanmoins la politique des deux pays reste préoccupée avant tout par les considérations diplomatico-militaires et stratégiques. A Taiwan, un divorce progressif s'observe entre les aspirations de la société civile qui recherche un maximum d'opportunités de contacts et d'échanges avec le continent et la politique du gouvernement, qui rappelle parfois les « trois non » de l'époque de Chiang Ching-kuo : pas de contacts, pas de négociation, pas de compromis.

La montée en puissance de la Chine est perçue par certains comme une menace :

La classe politique taiwanaise est divisée quant à la perception du développement de la Chine comme une opportunité ou une menace. Cette crainte est alimentée par l'image contradictoire que projette Pékin d'une libéralisation économique et culturelle sans véritable réforme politique. On peut relever un fort désir à Taiwan de voir les citoyens chinois du continent participer réellement à la vie politique, ce qui sans aucun doute favoriserait le rapprochement entre les deux rives.

L'absence de canaux de discussion entretient une défiance réciproque :

La méfiance chronique se traduit par une incompréhension relative des deux gouvernements l'un envers l'autre et d'une confiance mutuelle pratiquement nulle dans les intentions adverses. Du côté de Pékin, toute décision taiwanaise est jugée du point de vue du mouvement indépendantiste ; tandis que Taipei on se concentre sur la menace militaire chinoise, en particulier les mille missiles balistiques braqués sur l'île. Cette absence de canaux formels, malgré l'existence de l'Association for Relations Across the Taiwan Strait du côté chinois et la Strait Exchange Foundation (Taiwan), qui ne se parlent plus, a un impact important sur l'immobilisation de la situation.

L'internationalisation des enjeux multiplie les acteurs et la diversité des intérêts.

L'opposition Chine-Taiwan est depuis l'origine un problème régional, voire international. Au moins deux autres acteurs jouent déjà, ou joueront dans le futur, un rôle important : les Etats-Unis et le Japon.

La RPC désire une réunification à long terme. L'unification est considérée comme indispensable pour s'affirmer sur la scène internationale. A court terme elle empêchera toute évolution de l'île qui rende possible une indépendance permanente. A ce titre, le référendum sur l'ONU est perçu comme le franchissement d'une ligne rouge.

Le gouvernement de Taiwan revendique une indépendance de fait depuis 1912 et se considère donc comme l'égal du gouvernement communiste. Etant démocratique depuis une vingtaine d'années, il suit néanmoins les aspirations du peuple qui dans une vaste majorité se prononce pour la poursuite du statu quo.

Les Etats-Unis sont depuis 1949 un parti prenant essentiel au problème. Ils jouent un rôle modérateur via leur politique de « double dissuasion » qui permet le maintien du statu quo.

De nombreuses questions ont ensuite été débattues :

Sur l'évolution récente du discours officiel chinois :

Les déclarations de Hu Jintao lors du XVIIe congrès du PCC ne constituent pas un changement de la politique de Pékin envers Taiwan (toujours fondée sur le « principe d'une seule Chine »). On peut néanmoins en déduire la volonté positive du gouvernement chinois de ne pas envenimer la situation avant les élections taiwanaises de 2008.

Sur les risques que représente le référendum de 2008 pour la stabilité du statu quo :

Le référendum représente potentiellement un risque aux yeux de Pékin qui refuse que Taiwan soit considéré comme un Etat souverain. Quelque soit le résultat, on peut toutefois être optimiste dans la mesure où, même en cas de réponse positive, l'entrée de Taiwan à l'ONU reste très hypothétique à court ou moyen terme. De plus, il est probable que le changement de gouvernement et d'interlocuteur à Taipei l'année prochaine permette une amélioration des relations.

Sur la marginalisation de Taiwan face au développement fulgurant de la puissance économique chinoise :

Il ne faut pas concevoir les relations entre les deux Chines comme un jeu à somme nulle, mais comme une situation qui bénéficie aux deux partis. L'interdépendance économique est un avantage pour Taiwan, même si les relations politiques restent dégradées, et l'enrichissement du continent est dans l'intérêt des Taiwanais.

Sur la capacité de Taiwan à devenir un modèle de démocratie pour la RPC, et les évolutions récentes du débat sur la démocratie en RPC :

Taiwan pourrait et devrait agir davantage pour se présenter comme un modèle irréprochable de démocratie à l'intention du continent. Son influence sur les groupes pro-démocratie en RPC pourrait croître.

A Pékin, le PCC tente d'injecter une dose de démocratie au sein des organes du Parti, mais cette démocratisation interne ne peut dissimuler le fait que son système est encore autoritaire. Les Taiwanais observent avec scepticisme l'idée chinoise que la « démocratie à l'occidentale » ne peut pas être appliquée en RPC.

Sur l'impact de la modernisation de l'APL dans la politique intérieure taiwanaise :

La menace militaire communiste est une question critique pour Taiwan. L'île a déjà accru ses capacités militaires mais la possibilité d'égaliser l'APL n'est plus crédible. Ceux en faveur d'une augmentation plus importante de l'effort de défense sont minoritaires. C'est pourquoi le gouvernement se satisfait d'une doctrine de dissuasion minimum afin de convaincre la RPC de la contre-productivité d'une attaque militaire contre Taiwan. Pékin aurait en outre beaucoup à perdre d'un tel scénario en raison des risques importants d'instabilité sur le territoire chinois et pour l'ordre international.